

Urgence : la forêt dans un « état alarmant » ne capte plus l'eau

ENVIRONNEMENT. La Calédonie peut-elle un jour manquer d'eau ? Oui, à la lecture d'une étude de WWF. Les forêts fonctionnent comme des éponges. Or l'état des périmètres de protection des captages est désastreux.

ENTRETIEN

avec
Emma Do Khac
WWF NC

Les Nouvelles calédoniennes : Les résultats de l'étude sur les périmètres de protection des captages d'eau paraissent catastrophiques. Est-ce votre avis ?

Oui, c'est très alarmant. À l'heure actuelle, nous savons qu'en Nouvelle-Calédonie, il ne reste plus que 30 % des forêts humides ; et 2 % des forêts sèches (de la surface initiale, NDLR). Les périmètres de protection des captages en eau étant situés sur les hauts de versant, donc plutôt des climats de forêts humides, on pouvait supposer un état correct pour 30 % d'entre eux. Mais en se focalisant sur ces secteurs, il est apparu des zones très touchées par les incendies, par les activités minières anciennes dans les secteurs de sol ultramafique (riche en métaux, NDLR) - avant que le périmètre soit délimité - ...

On s'y attendait sans être certain, voilà pourquoi nous avons fait le diagnostic. Il n'y avait aucune donnée sur le rôle que remplit la végétation vis-à-vis de la ressource en eau dans les périmètres de protection des captages. Une donnée manquante pour

« Les conclusions montrent que 90 % de la surface des périmètres de protection des captages en eau est estimée dégradée à 37 % voire très dégradée à 53 %. »

expliquer le suivi de la qualité et de la quantité de l'eau, des débits observés dans les cours d'eau...

De quels chiffres disposez-vous ?

Les conclusions de l'étude montrent que 90 % de la surface des périmètres de protection des captages en eau (PPCE) est estimée : dégradée (à hauteur de 37 %), voire très dégradée (53 %) sur l'ensemble de la Grande Terre et de l'île des Pins. Seule 10 % de la surface des PPCE est considérée peu dégradée.

En plus des incendies et des mines, existe-t-il d'autres causes de dégradation ?

Elles sont nombreuses. Les espèces envahissantes jouent aussi un rôle important, le cerf et le cochon qui dégradent sévèrement le sous-bois et les sols (ce que nous ne pouvons pas évaluer dans ce diagnostic), mais aussi certaines espèces introduites qui provoquent indirectement la multiplication des feux. Le cochon à nouveau, qui en attaquant les champs, incite à la mise à feu de la végétation des collines avoisinantes pour détruire « la maison du cochon », ou encore la sensitive géante qui obstrue les parcours de chasse et motive le délogement par l'allumette.

Une grande disparité existe entre les communes. Les raisons peuvent-elles être identifiées, pour les plus touchées ?

On peut le supposer. À Poum, par exemple, quand on suit l'actualité, on sait qu'il y a énormément d'incendies. À Dumbéa, en revanche, il y a la persistance de l'impact des feux passés. Comme celui de la montagne des Sources fin 2005-début 2006 : depuis, la végétation n'a quasiment pas repris sur les flancs, elle



« Même avec les travaux de reboisement, on n'arrivera pas à faire aussi bien que la nature » note Emma Do Khac, coordinatrice des programmes « forêt » à WWF NC.

pousse très très lentement sur ces sols ultramafiques. À Bourail, les incendies jouent également un rôle important, mais nous sommes sur un sol volcano-sédimentaire, la reprise de la végétation y est donc meilleure. Toutefois la fréquence des feux la renvoie régulièrement à la case départ.

Cette dégradation est-elle irréversible ?

Ce n'est pas irréversible, mais cela peut être excessivement long et demande une réaction urgente et à la hauteur des problèmes (incendies, cerfs, cochons...). À la montagne des Sources, on est à plus de dix ans des gros incendies, et sur des secteurs très importants, à part de la fougère aigle, nous n'avons pas observé de reprise de la végétation. Même avec beaucoup de travail de restauration, nous ne recréerons pas ce qui a été détruit. D'où l'importance de protéger l'existant. C'est la priorité absolue.

Quelles sont les conséquences d'un tel décor ?

En premier lieu, la perte de biodiversité animale et végétale. Ensuite, en termes de ressource hydrique, le manque d'infiltration va se traduire par des périodes de restriction d'eau de plus en plus importantes, surtout dans un contexte de changement climatique avéré. Si la nature n'est plus capable de stocker les eaux en saison humide - ce qui est favorisé par la végétation -, elle pourra encore moins les restituer en saison sèche. Outre l'érosion, le risque accru de glissement de terrain, et l'enfermement des captages, un problème peut se poser au niveau de la qualité des eaux. Car la végétation et les sols ainsi maintenus ont un effet de filtration de certaines pollutions. Si la nature ne peut plus le faire, des infrastructures coûteuses vont être nécessaires pour la remplacer.

Propos recueillis par Yann Mainquet

5

communes.

Les communes les plus touchées sont, par ordre décroissant, Poum, Dumbéa, Voh, Païta, et Bourail. « Quatre appartienent à trois des grands centres de population de la Nouvelle-Calédonie (Grand Nouméa, Bourail et VKP) et c'est donc une grande partie des Calédoniens qui est concernée au premier plan par la dégradation de ses châteaux d'eau » écrit WWF NC dans son étude.

Alerter sur le terrain

Cette étude, première du genre dans le pays, a été menée par WWF, avec l'appui de la société BlueCham spécialisée dans les technologies d'analyse spatiale. Les conclusions sur l'état des périmètres de protection des captages en eau (PPCE) sont très inquiétantes. D'où une démarche de sensibilisation. L'équipe de WWF était, il y a peu, sur le terrain à Poya, et prépare un déplacement à Pouébo. « À l'heure actuelle, il faut vraiment alerter les pouvoirs publics, les collectivités, tous ceux qui sont responsables, de près ou de loin, de la gestion des territoires et/ou de la gestion de la ressource en eau, sur l'importance du service rendu par les forêts » signale Emma Do Khac. Le pays est en pleine période sèche et des feux. « Sans forêt, on ne peut pas assurer la ressource en eau. »

POURCENTAGE DE SURFACE DES PÉRIMÈTRES DE PROTECTION DES CAPTAGES EN EAU PAR ÉTAT DE FONCTIONNALITÉ ET PAR COMMUNE

